

# MILANNGES RELIGIEUX.

## POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI.

Montreal, Vendredi 28 Avril 1848.

No. 66.

### PIE IX

D'APRÈS M. OZANAM.

L'œuvre réformatrice de Pie IX rencontre deux sortes de dangers : de la part de ceux qui ne veulent point de changement et de la part de ceux qui en veulent trop, de ceux qui repoussent les réformes et de ceux qui les précipitent, du côté des rétrogrades et du côté des impatientes. Parlons d'abord des rétrogrades, précisément parce qu'on les a peut-être trop oubliés, trop ménagés depuis quelques temps. Je leur fais d'ailleurs un honneur qu'ils méritent, puisqu'ils ont pour eux la force et les cent mille baïonnettes des Autrichiens.

Il faut être juste envers la maison d'Autriche ; elle a eu ses jours de gloire ; elle a porté la vaillante épée de Rodolphe de Habsbourg, de Charles-Quint, de don Juan d'Autriche, le vainqueur de Lépante ; elle a couvert pendant trois cents ans les frontières de la chrétienté menacées par les infidèles. Mais cette maison a fait deux mauvais héritages. Elle a recueilli l'héritage de Joseph II, de cette politique funeste qui fit du christianisme un moyen de gouvernement (*instrumentum regni*), et de la religion catholique, comme on le nomme dans les actes officiels, une religion impériale et royale d'Etat. C'est à cette école que le cabinet autrichien devait apprendre l'art d'humilier le clergé par les fonctions de police ou il prétend le réduire, d'éliminer le peuple par les plaisirs, par les fêtes sensuelles prolongées sur les théâtres de Vienne, grâce auxquelles cette ville est devenue un séjour enchanté, mais grâce auxquelles aussi elle compte deux enfants naturels sur trois naissances. Telle est l'Autriche, et voilà à quel titre elle prétend exercer la tutelle de la Lombardie, où, sur vingt-neuf naissances, on n'en compte qu'une d'illégitime ; faire l'éducation de ces Italiens qui valent mieux qu'elle, qu'elle prétend traiter en enfants et qu'elle traite en esclaves. Elle a en effet recueilli un second legs non moins dangereux que le premier ; elle a accepté la succession des Henri IV et des Frédéric II, des empereurs Gibelins, de ces faiseurs d'anti-papes. C'est de leur chef qu'elle prétend sur l'Italie un empire, ou du moins, comme elle le répétait naguère dans un document presque officiel, « une influence nécessaire à sa sûreté. » Elle cherche à se faire pardonner cet empire par les bienfaits dont elle accable, dit-elle, les provinces lombardes. Ces bienfaits nous sont connus ; ils ressemblent à ceux dont on comble les gens de Vienne. Ils consistent à multiplier les plaisirs faciles, à pourvoir de danseuses séduisantes les théâtres de la Scala et de la Fenice. C'est en effet une vieille pratique d'enivrer les hommes de voluptés pour les endormir, et d'embaumer les nations pour les enterrer. Quoi qu'il en soit de cette prospérité matérielle que la Lombardie paie bien cher, si de quatre-vingts millions d'impôts qu'on y lève quarante seulement s'y dépensent, il reste à savoir ce que fait l'Autriche pour le bien intellectuel et moral, ou plutôt ce qu'elle ne fait pas contre lui ; ce qu'elle tente de séductions et de violences contre les esprits qui sortent de la timidité et de la médiocrité prescrites ; ce qu'elle inflige d'humiliations inutiles à des sujets soumis. Pourquoi, depuis trente ans, en pleine paix, jour et nuit, ces canons insolentement braqués devant le palais des doges de Venise et contre le dôme de Milan ! Qu'on vante ensuite les libertés municipales du royaume Lombard-Vénitien, les conseils communaux, les députations provinciales chargées de présenter à l'empereur les vœux des peuples ! Nous savons maintenant ce que signifie le pompeux mensonge de ces institutions, qu'il est défendu d'invoquer. Il y a six semaines, Venise présentait une de ces pétitions respectueuses permises par les lois ; quinze jours après, un homme éminent, revenu à Dieu par la voie du malheur, M. Tommaseo, était arrêté pour avoir obtenu, par un appel éloquent, les cinq cents premières signatures. Peut-être les portes de sa prison se rouvrirent-elles en présence des événements nouveaux. Mais nous reconnaissons déjà cette politique toujours habile à mettre la main sur les plus gens de bien, sur les bons citoyens qu'elle féduite seuls, sauf à laisser échapper les émeutiers qui la servent.

Assurément une puissance capable des massacres de la Gallicie pouvait beaucoup entreprendre contre la papauté. Aussi elle s'y était prise de longue main. Dès le règne de Grégoire XVI, tandis que l'Autriche contrariait au Vatican les premières mesures projetées pour le bien et la paix des peuples, ses agents s'emparaient avec profusion, dans les villes de la Romagne, les pamphlets incendiaires, où l'on irritait les espérances trompées, où l'on comparait au mauvais gouvernement des pères la sagesse de l'administration lombarde, où l'on renvoyait aux sujets pontificaux le grand avantage qu'ils auraient de passer sous un drapeau laïque, fut-il celui de l'aigle à deux têtes. Quand l'étoile bienfaisante de Pie IX parut au milieu de ces nuages habilement soulevés, jugez ce qu'elle dut exciter de colères. C'est l'honneur du XIXe siècle et le bienfait de ses lumières qu'on n'a pas recouru aux traditions du vieil empire et essayé d'un anti-pape. Mais, ne pouvant faire un autre Pontife, on a-tout contre celui que Dieu avait fait. Je ne parle pas des intrigues diplomatiques assignées aux antichambres où elles ont leur place ; je parle des émeutes suscitées dans les provinces, sous prétexte de la cherté des grains, et à la tête desquelles se trouvaient toujours, par un hasard fatal, des étrangers, des sujets, des amis de l'Autriche. Tout le monde savait à Rome quelles mains les soulevaient, quels conseils armaient et soulevaient dans Faenza les débris du parti qu'on nommait grégorien. Enfin, quand on a reconnu l'impossibilité de vaincre le courage du Pontife et le dévouement de son peuple, il a fallu recourir au dernier argument des rois. L'artillerie impériale s'est avancée lourdement sur le pavé de Ferrare, et personne n'a oublié en quel langage insultant les officiers qui la commandaient ont signifié au cardinal-légitime les volontés de leur maître. Ces violences outrageaient le droit ; elles faisaient bien plus en provoquant le désordre. Chaque pas de l'Autriche en Italie, depuis six mois, a été comme un défi et comme le signal d'une de ces scènes de trouble que la liberté italienne se faisait honneur de n'avoir pas connues.

Quand l'Autriche entra à Ferrare, éclataient à Rome les terreurs paniques de juillet : quand elle mettait le pied à Modène, Livourne avait les coupables tentatives de janvier ; lorsqu'enfin elle s'empara de Naples, sinon par ses soldats, du moins par ses conseils, toute la Sicile se levait. Oui, j'ai hâte de le dire, si c'étaient des mortiers et des canons timbrés des armes napolitaines, au bison de Bourbon, qui tiraient sur les palais et couvents de Palerme, c'était la diplomatie étrangère qui y mettait le feu. Et maintenant qu'elle se console de n'avoir pas réussi à déraciner la révolte dans les rues ! Elle est parvenue à faire donner ce mauvais exemple d'une concession arrachée par la violence, d'un souverain vaincu, non par l'amour, mais par la colère de ses sujets. A Dieu ne plaise qu'elle ait réussi à déchaîner une révolution indisciplinée qui pourrait provoquer un jour son intervention (la justifier jamais), et lui servir de prétexte pour forcer enfin cette frontière si glorieusement défendue par la pacifique intrépidité de Pie IX !

Malheureusement la politique autrichienne trouve à Rome, où je vais désormais me renfermer, deux sortes d'auxiliaires. Les premiers sont dans le corps de la place, c'est-à-dire dans les emplois. Il était impossible au génie même de Pie IX de renouveler d'un seul coup tout le personnel des fonctionnaires publics. Il devait espérer beaucoup de la bonne foi d'un grand nombre, beaucoup du temps et du succès qui finissent par convertir les plus obstinés. Ni la sagesse, ni la charité ne lui permettait une rupture qui eût brisé tous les rouages du gouvernement et bouleversé la fortune de cent mille. Il fallait donc souffrir la présence de bien des hommes accoutumés à vivre d'abus, à considérer les mauvaises pratiques comme des traditions inviolables, et le bien public comme le leur. De là le mauvais vouloir de quelques officiers du palais, désolés des nouveautés présentes, et pensant trop bien de Sa Sainteté pour ne pas croire qu'elle saisisse tôt ou tard l'occasion de retourner au bon régime d'autrefois. Ce sont ceux qui élèveraient, s'il leur était possible, un mur entre Pie IX et son peuple, qui se désolent de le voir sortir à pied et recevoir les coups des premiers venus ; c'est eux qu'on entend dire que le Pape est trop bon, trop accessible aux réformateurs étrangers, aux libéraux italiens, qu'il a porcelaine trop facile aux projets des utopistes comme aux applaudissements de la foule, et qu'enfin il importe de le bien entourer. De là aussi, dans tous les rangs de l'administration, cette armée d'employés qui ont combattu les premières réformes, par l'inaction bien plus formidable que l'opposition, qui les étouffent dans le silence des bureaux, bien plus dangereux que les clameurs de la presse, violent jusqu'au secret des lettres du souverain Pontife, interceptant les avis qui pouvaient prévenir un désordre et supprimer un péril. C'est ainsi qu'en décembre dernier les agents subalternes de la police, avertis dès la veille de la fâcheuse manifestation qui devait féter la chute de Luverne, ne firent rien pour épargner au peuple cette erreur, au Pape cette affliction. Il faut de semblables trahisons pour faire comprendre toute l'amertume d'une parole prononcée par un homme qui a l'honneur d'appartenir au service personnel du souverain Pontife. On lui disait : « Que Pie IX doit être heureux de se sentir si aimé ! — Oui, répondait-il, mais en même temps il est si haï ! »

Il faut bien avouer, quoiqu'il en coûte, que les autres auxiliaires de l'Autriche à Rome sont des hommes trompés par leurs doctrines, je veux dire les absolutistes de tous pays et par conséquent du nôtre. Rome s'est toujours fait gloire de l'hospitalité qu'elle donne aux défaits honorables, aux vaincus, aux blessés des combats politiques. Elle n'a pas communément sujet de s'en repentir ; la plupart des familles réfugiées font l'édification de la ville éternelle par la dignité de leurs mœurs et par l'abondance de leurs aumônes ; mais elles se trouvent liées envers l'Autriche par des circonstances qu'elles déplorent, et dont il ne leur appartient pas de rompre l'enchaînement. Elle ont d'ailleurs conservé une horreur traditionnelle, une terreur bien excusable de tout ce qui rappelle, de près ou de loin, le bruit des révolutions. Leur tort, j'aime mieux dire leur méprise, c'est de semer le palarme hors même de leur parti, de faire des émeutes de salons plus funestes à la considération d'un gouvernement que les émeutes de la rue ; c'est, enfin, d'entretenir des correspondances qui circulent et portent l'inquiétude avec elles. On a eu la témérité de répandre que la santé du Pape était menacée d'une maladie d'esprit et l'Église d'un grand malheur. Maintenant, à n'en croire que les plus discrets, Pie IX a cessé d'être maître chez lui ; son gouvernement ne résiste plus à la sédition qui le déborde ; ses actes ne sont désormais que des concessions qu'il faut s'attendre à voir révoquées, lorsque le Pontife, recouvrant sa liberté, aura pu s'enfermer dans ce paradis terrestre qu'on nomme le royaume Lombard-Vénitien. Non, je ne voudrais pas dire qu'on a osé appeler le Vicaire de Jésus-Christ « un Robespierre en titre ; » mais tous les jours je l'entends nommer le Louis XVI de la Papauté, et ceux qui le désignent ainsi ne pensent pas l'honorer, mais le blâmer assurément, et tout au plus le plaindre.

Pour répondre à tant d'alarmes, il faut voir ce qu'il y a de péril du côté de ceux que je qualifie d'impatientes, et parmi lesquels je distingue des fractions bien séparées, des intentions bien diverses. Quelques-uns, trompés par les souvenirs glorieux du moyen-âge, rêvent la souveraineté temporelle du Pape sur l'Italie délivrée par les armes, et Rome recommençant à déposer les tyrans. Ce sont les nouveaux Guelfes, ce sont ceux qui écrivent sur les murs, dans les quartiers solitaires, comme je l'ai vu au mont Aventin : « *Viva Pio Nono, re d'Italia*. » D'autres, en plus grand nombre, rêvent les chartes d'Angleterre ou de France, ne s'apercevant pas que l'Italie, cette mère de toutes les libertés, a mieux à faire que de s'attacher à des institutions étrangères. Il y a aussi des esprits chimériques qui ne peuvent se tenir en repos s'ils n'obtiennent dans les vingt-quatre heures l'exécution de leurs impraticables programmes. Enfin viennent les carbonari impénitents, les factieux incorrigibles ; et, quand on connaît Rome, on sait combien sont peu nombreux ceux que la clémence de Pie IX n'a pas achevés d'arracher aux errements de leur jeunesse. C'est beaucoup d'en compter cent cinquante, ayant sans doute à leur disposition ces désarmés, ces malintentionnés, écume des grandes villes, ces gens ingouvernables qu'on trouve partout, qui

font la difficulté, mais aussi le mérite des gouvernements.

Voilà les différences dont j'ai cru tenir compte en réunissant les impatientes sous un nom qui peut-être semblera trop doux, mais par lequel je ne veux rien dissimuler de leurs torts.

Le premier est leur souveraine injustice envers la mémoire de Grégoire XVI. Le règne de Grégoire XVI peut n'être pas celui d'un grand homme d'Etat : c'est le règne d'un prince profondément savant, ami des lettres, protecteur des arts, qui a bâti, et peuplé des musées, qui a lié d'honorables relations avec l'Orient, qui a commencé à porter la réforme dans la procédure judiciaire. Son pontificat est celui d'un Pape hardi pour la défense et la propagation de la foi. Il ne faut pas oublier qu'en présence des ruines fumantes de la Pologne, quand toutes les royautés constitutionnelles se taisaient, Grégoire XVI osa seul protester hautement, publiquement, en plein consistoire, contre les emportements de l'empereur du Nord. Il faut se rappeler qu'il fit ouvrir à deux battants les portes de son palais à l'héroïque Baillienne et qu'un an après, il refusait au persécuteur la moitié des honneurs que Rome a coutume de rendre aux voyageurs couronnés. Enfin les chrétiens se souviendront que Grégoire XVI a fondé plus de soixante évêchés dans les deux mondes ; et, dans bien des siècles, les Églises alors florissantes de l'Amérique, de la Chine et de l'Océanie, honoreront les années de son règne comme la date de leur glorieuse naissance.

La seconde faute du parti qui nous occupe, c'est d'avoir soulevé l'opinion publique contre la compagnie de Jésus. Il y a beaucoup d'ingratitude à méconnaître en un jour une société qui depuis trois siècles a servi non-seulement la foi mais la science, mais la littérature nationale, lorsqu'elle compte encore des théologiens tels que Perrone, des savants comme Secchi, Marchi, Pianciani, qui font honorer le nom italien dans toute l'Europe. Il y a surtout, comme on l'a dit éloquentement, un funeste présage à inaugurer l'ère de la liberté par des proscriptions. L'Église peut s'offenser de ces tentatives pour abolir par la violence une institution consacrée par ses lois ; cependant on ne doit pas s'effrayer, outre mesure des cris proférés dans les rues de Gènes et de Rome. Il faut mieux connaître l'Italie, les vieilles et ardues rivalités qui divisent les ordres religieux, le clergé régulier et séculier, qui entretiennent une polémique éternelle entre les différents ordres religieux. D'ailleurs quand l'écrivain qui se donnait pour l'historiographe officiel des Jésuites a eu le malheur d'attaquer la politique de Pie IX, on a pu s'attendre à d'injustes, mais inévitables représailles. La querelle est descendue des couvents et des cercles dans les rues, elle a pris un langage odieux et menaçant. Mais si les clameurs dont on s'est alarmé avaient au delà des Alpes le même sens qu'à Paris ou à Berne, elles n'y seraient pas répétées par tant de prêtres, par tant de moines passionnés, mais non pas apostats, par un peuple bien moins jaloux de ses droits que de ses croyances. Dans cet égarement de l'opinion je vois beaucoup d'erreur et de colère ; je n'y découvre rien qui ressemble à de l'impétuosité, à un affaiblissement du christianisme ; j'y reconnais bien moins de crime contre la religion que contre la liberté.

Enfin les impatientes se sont donné le tort d'une alliance inconsidérée avec les passions du faux libéralisme. Chaque parti a besoin d'alliances. Pendant que les uns cherchaient la force dans les baïonnettes autrichiennes, les autres ont cru la trouver dans le journalisme et les clubs des contrées voisines. Ils ont fait un mauvais choix qui les a exposés à des jugements bien sévères. On les a rendus solidaires de leurs nouveaux alliés, et tous les jours, par exemple, on attend d'accuser le mauvais esprit de la presse romaine. Pourtant j'en suis sûr les débats avec cet attachement invincible qu'on rapporte de Rome pour tout ce qui la touche. Je vois des journaux voués à la défense du gouvernement et du clergé, comme la *Gazzetta* et la *Labaro* ; plusieurs soutiennent honorablement leur rôle d'indépendance et de modération, comme le *Felsineo* et la *Balancia* ; d'autres, tels que le *Contemporaneo*, trahissent quelquefois leur inexpérience par une opposition intempérée. Jamais on n'y aperçoit la trace de cette hostilité secrète contre l'ordre religieux et civil, jamais on n'y surprend ces insinuations détournées contre les dogmes et les institutions catholiques, qui en d'autres pays, trompent si facilement l'œil et les ciseaux des censeurs. On a pu regretter quelquefois le silence condescendant des feuilles romaines sur des questions irritantes ; assurément on ne leur reprochera pas de se taire quand il s'agit de l'indépendance, de la dignité du Saint-Siège. Naguère encore le *Contemporaneo* refusait avec une rare éloquence l'erreur d'un grand écrivain français qui a vu dans la papauté, non la garantie, mais l'obstacle des libertés italiennes. Et n'est-ce pas la presse de Rome qui, depuis plus d'un an, va porter chaque jour à toutes les extrémités de l'Europe, non-seulement les actes publics de Pie IX, mais tout ce qu'elle peut surprendre de sa vie privée, du secret de ses vertus et de ses bienfaits, et qui le livre malgré lui à l'amour et à l'admiration de l'univers ? Sans doute, il ne faut pas méconnaître le danger du journalisme italien ; mais c'est en Toscane qu'il faut le chercher. Personne n'ignore qu'un esprit habile et orné, mais orné surtout des dons finesses du XVIIIe siècle, que l'auteur de la tragédie d'*Arnaut de Brescia* prête son patronage à la rédaction de l'*Alba* et cherche à ranimer les rangs éclairés du parti anti-papal. Heureusement ce mauvais exemple n'entraîne pas le reste des journaux toscans, où percent bien quelques restes de l'ancienne jalousie de Florence contre Rome, où l'on trouve souvent la liberté républicaine de Dante, mais en même temps toute l'ardeur et toute la sincérité de sa foi. Je n'oublie par l'accusation principale qu'on adresse à la presse italienne comme au peuple romain : il s'agit des applaudissements qui accueillent la victoire de la Diète et la chute de Lucerne. Mais tous les témoins oculaires savent que l'ovation décernée au consul suisse, à Rome, fut l'œuvre de deux cents personnes entraînant sur leurs pas une nuée d'oisifs et d'ignorants qui croyait porter des félicitations au nouveau sénateur Corsini, et qui furent tout ébahis de se voir arrêtés sous le balcon d'un étranger. Quand le souverain Pontife n'avait pas voulu intervenir dans la lutte, il n'y voyait qu'une querelle politique, ainsi qu'il le déclarait naguère dans la même note officielle où il protestait contre les excès détestables, les Italiens ont pu juger au-

trouvent que nous. Ils ont été trompés par l'imprudence alléance des sept cantons avec l'Autriche, dont le drapeau semble destiné à porter malheur à tout ce qu'il ombrage. Le complaisant langage des feuilles lucernoises pour les appréhensions de la Lombardie devait rallier à la Diète les populations italiennes des Grisons et du Tessin, et par elles le reste de la Péninsule. Ce que les écrivains de Rome ont démenté dans la guerre civile de Suisse, ce qu'ils ont applaudi ; c'était la défaite du cabinet de Vienne et l'humiliation de sa diplomatie.

A continuer.

### CE QU'ON DOIT FAIRE.

Les questions de la séparation de l'Église et de l'État ; de la nomination des évêques, du traitement du clergé, etc., etc., préoccupent le clergé et les catholiques ; on nous demande de les discuter et de formuler nettement notre avis. Nous n'en ferons rien. En ce moment, de telles discussions ne peuvent avoir aucun résultat pratique, et auraient probablement l'inconvénient de soulever des oppositions qui rendraient plus tard impossible ce que nous souhaitons. Laissons aux esprits émus par les événements le temps de se calmer ; laissons aux hommes dans la main desquels la Providence a remis les destinées de la France le temps de voir et de toucher la réalité des choses. Mieux que toutes nos paroles, cette expérience leur apprendra à se méfier des systèmes et des théories, à tenir compte des faits, des besoins réels, des habitudes prises, et même des idées, des opinions qu'ils condamnent peut-être, comme incompatibles avec les opinions et les idées du jour.

Nous n'avons d'ailleurs rien à demander au Gouvernement provisoire, par la raison toute simple que le Gouvernement provisoire ne peut rien nous accorder. Tout dépendra de l'Assemblée constituante, et c'est à elle seule qu'il faut songer. Or, l'Assemblée constituante sera ce que la feront les électeurs ; si les honnêtes gens, si les chrétiens, cédant aux conseils de la peur, se laissent dominer par des minorités audacieuses, l'Assemblée sera mauvaise, et alors il faut s'attendre à tout ; mais si les honnêtes gens, si les chrétiens se conduisent en hommes libres, s'ils savent remplir leurs devoirs, l'Assemblée sera bonne, et alors on peut tout espérer. Que le clergé, que les catholiques y songent : ils ont dans les mains d'immenses moyens d'influence ; s'ils veulent en user ils peuvent sauver la France ; s'ils n'en usent point, la France aura à subir des calamités dont ils seront les premières victimes. Le monde retentira alors de leurs gémissements et de leurs plaintes ; mais tout en leur accordant sa pitié, le monde dira : Pourquoi n'avez-vous fait ce que vous pouviez faire pour prévenir ces catastrophes ; vous avez mérité votre sort.

Les uns nous disent : Vous êtes vraiment par trop républicains ! D'autres ; Vous êtes bien froids envers la République ! Le fait est que nous n'avons pour la République ni cet enthousiasme que donne l'enivrement de la nouveauté, ni cette haine qu'inspire la terreur. Frères à la servir de toute notre âme et de toutes nos forces, si elle est honnête et chrétienne nous sommes prêts également à la combattre si, démentant ses promesses et ses premiers jours, elle devient tyrannique. Elle peut prendre l'un ou l'autre parti ; mais tant qu'elle ne s'est pas engagée dans les voies du mal, nous regardons comme un devoir de conscience de faire le peu qui dépend de nous pour l'aider et pour la soutenir dans les voies du bien. L'Assemblée constituante décidera la question : elle fera la République à son image, ou plutôt elle sera elle-même la République. Les membres du clergé, les catholiques sont appelés ; comme tous les citoyens, à nommer les hommes qui formeront cette Assemblée ; les catholiques, le clergé sont nombreux et puissants dans le pays ; ce sera leur faute si ces hommes religieux sont absents de l'Assemblée nationale. Qu'ils travaillent donc à la rendre digne d'eux-mêmes et de la France.

On nous écrit : Demandez ceci, demandez cela, représentez à la République qu'elle se ferait le plus grand mal, par exemple, en supprimant le traitement du clergé, etc., etc. Nous répondons : C'est à l'Assemblée constituante qu'il faudra adresser ces demandes et ces représentations. Voulez-vous qu'elle les accueille, faites que cette Assemblée soit formée d'hommes capables d'en comprendre la justice, et disposés à respecter la liberté de l'Église, à tenir compte de ses droits acquis ; cela dépend de vous. Si vous n'agissez point, si vous laissez à vos adversaires ou à des indifférents le soin de choisir les représentants de la nation, ces représentants, complexés, seront eux-mêmes ou indifférents ou hostiles, et vous traiteront, on comme des ennemis, ou comme des étrangers.

### M. LAMENNAIS.

Si étroite que soit devenue la soutane de M. l'abbé de Lamennais, elle est encore assez ample pour abriter une nichée de petits talents écloés à la chaleur du premier orage, et qui se donnent un mal infini pour faire de grandes phrases terroristes dans un journal né en même temps qu'eux et qu'ils ont intitulé le *Peuple constituant*. De tous les journaux qui ont paru depuis le 24 février, c'est celui qui rappelle le mieux les vieilles allures révolutionnaires. Voilà ce que M. l'abbé de Lamennais et ses acolytes ont trouvé pour se tirer de la foule. Ils n'entreprennent pas de soutenir la République en démontrant qu'elle peut faire la gloire et le bonheur de la France ; ils ne s'occupent que de lui inventer des ennemis, crient à tort et à travers contre les conspirateurs. Quelconque semble à ces Messieurs ne pas penser absolument comme eux, est conspirateur orléaniste ou légitimiste. Dans leur premier numéro, ils criaient qu'on rétablissait les pavés en bricardes ; ils avaient remarqué qu'on rétablissait les pavés en deux ou trois endroits, où ce travail n'était point indispensable à la circulation. Ce jour-là, c'était le Gouvernement provisoire qui conspirait contre lui-même. Dans le second numéro, ces hommes fraternels exigeaient qu'on leur apprît où était la chausse d'Orléans et ses fils, et ainsi de suite. Au moins une dénonciation par jour. Ils n'ont que ce talent, mais ils l'évalent à la perfection. Toute la rédaction excelle : Aujourd'hui l'un ; demain l'autre, tout le monde